

Santé et USA : quels choix, quels enjeux ?



Depuis le retour au pouvoir des républicains le 20 janvier 2025, l'administration Trump a entrepris des réformes majeures touchant les infrastructures de santé publique, suscitant de vives controverses quant à leurs adéquations avec les recommandations scientifiques. Longtemps considéré comme un modèle de progrès et d'efficacité sanitaire, le système de santé américain se trouve aujourd'hui au cœur d'un débat crucial interdisciplinaire (instances sanitaires, historiens...). Dans ce contexte, la question du rôle et de l'hégémonie des États-Unis en matière de santé publique, tant sur le plan national qu'international, s'impose avec force. Face à un contexte géopolitique instable, au réchauffement climatique et à l'émergence de nouvelles menaces sanitaires, ce leadership est de plus en plus contesté. Les difficultés internes et la fragilisation des institutions publiques, mises à mal par les réformes gouvernementales, renforcent cette incertitude. C'est donc dans un climat mouvant que se pose la question: quelle place pour le système de santé américain dans le monde actuel ? Dans leurs tribunes au *Monde* respectivement publiées les 22 et 23 septembre et 2 octobre 2025, l'historien Gaëtan THOMAS, l'ancien directeur des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) Tom FRIEDEN, ainsi que les quatre spécialistes du droit Paul ARCHAMBAULT, président de l'ONG Pirogues et Baobabs, Selma BENKHELIFA, avocate, membre du réseau Progress Lawyers à Bruxelles, Elias VAN GOOL, postdoctorant en droit de l'environnement à l'université catholique de Louvain, et Jonas VOORTER, maître de conférences en droit de l'environnement à l'université de Hassel, exposent la « dangereuse passivité » de la nouvelle politique américaine de santé qui menace « plus de quatorze millions de personnes » et la sécurité sanitaire mondiale.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis se sont imposés comme les leaders mondiaux dans le domaine de la santé publique, notamment en matière de recherche, de développement et de diffusion de la vaccination. Comme le souligne l'historien Gaëtan THOMAS, les États-Unis sont devenus, dans le monde post-1945, « le berceau de la vaccination moderne ». Ce leadership repose sur une alliance inédite entre l'armée, l'industrie pharmaceutique et le monde académique, un partenariat que l'on désigne sous le nom de « Big Science ». Portés par les besoins stratégiques liés aux conflits armés et soutenus par des investissements massifs dans la recherche, les États-Unis ont développé une série de vaccins essentiels, dont la diffusion mondiale a contribué à construire leur image de puissance scientifique, sanitaire, et protectrice. Cette combinaison d'innovations technologiques et de diplomatie sanitaire a ainsi permis aux États-Unis d'asseoir une position centrale dans l'architecture globale de la santé publique. Jonas Salk, biologiste de renom, développe dans les années 1950 le premier vaccin efficace contre la poliomyélite, une maladie alors redoutée pour ses effets paralysants, notamment chez les enfants. Ce succès scientifique, salué mondialement, marque un tournant décisif dans la perception publique de la vaccination et renforce la légitimité du modèle américain en matière de santé publique. Parallèlement, Maurice Hilleman, chercheur chez le géant pharmaceutique Merck, conçoit plus de quarante vaccins, dont une grande partie est aujourd'hui encore au cœur des programmes de vaccination pédiatrique dans le monde entier.

Cette dynamique d'innovation ne se limite pas à des individualités. Elle se traduit aussi par la mise en place d'institutions pérennes, à l'image des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), fondés en 1946. Ces derniers deviennent rapidement une référence internationale en matière de surveillance épidémiologique, de formation des professionnels de santé et de gestion des risques sanitaires. En 1964, les CDC créent l'Advisory Committee on Immunization Practices (ACIP), un organe chargé d'établir un calendrier vaccinal national. En organisant les vaccinations selon une logique de standardisation et de simplification, ce système renforce l'efficacité des campagnes vaccinales et positionne la santé publique comme un instrument de puissance, au service d'une vision technocratique et rationnelle de la gestion des populations.

L'hégémonie sanitaire des États-Unis ne s'est pas limitée à leur territoire national. Grâce à des institutions telles que l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international), le gouvernement américain a joué un rôle central dans le financement et l'organisation de vastes campagnes de vaccination à l'échelle mondiale, en particulier dans les pays à faible revenu. Leur implication dans les grandes organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ou Gavi, l'Alliance mondiale pour les vaccins, a permis d'acheminer des millions de doses de vaccins, sauvant ainsi des centaines de millions de vies et contribuant à une réduction spectaculaire de la mortalité infantile au cours des dernières décennies.

Au-delà de l'aide matérielle, ce leadership est aussi idéologique et culturel. La vaccination est progressivement devenue un symbole du modèle américain : standardisée, rapide, technologiquement avancée et pensée comme un droit universel. L'expertise scientifique américaine, incarnée notamment par le CDC (Centers for Disease Control and Prevention) ou la FDA (Food and Drug Administration), s'est imposée comme une référence incontournable, tant pour les gouvernements que pour les professionnels de santé à travers le monde. Comme le souligne Tom FRIEDEN, ancien directeur du CDC, « Depuis quatre-vingts ans, l'agence fédérale des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), que j'ai dirigée pendant huit ans, constitue un phare dans le monde de la santé aux Etats-Unis et ailleurs ». Leurs recommandations ont longtemps servi de guides dans l'élaboration des politiques vaccinales internationales. Cette capacité d'innovation a été confirmée très récemment encore, lors de la pandémie de Covid-19. Le développement rapide des vaccins à ARNm, en collaboration avec des entreprises américaines comme Pfizer-BioNTech et Moderna, a illustré l'agilité et la puissance du système biomédical américain face à une crise sanitaire mondiale. Ce succès a temporairement réaffirmé la place centrale des États-Unis dans l'architecture de la santé globale, consolidant leur image de leader scientifique et stratégique en matière de prévention et de réponse aux épidémies.

En revanche, depuis le retour au pouvoir de Donald Trump en janvier 2025, le leadership sanitaire américain est profondément fragilisé par des décisions politiques qui ébranlent les principales institutions de santé publique du pays. Les Centers for Disease Control and Prevention (CDC), longtemps considérés comme un pilier de la gestion sanitaire mondiale, ont subi une vague de démissions et de licenciements parmi leurs cadres dirigeants ordonné par le gouvernement de Trump, ce qui affaiblit leur capacité opérationnelle et leur crédibilité scientifique. Comme le souligne Tom FRIEDEN, ancien directeur des CDC, « aujourd'hui, ce phare américain risque de s'éteindre », mettant en garde contre la perte de direction claire dans la gestion des crises sanitaires. Par ailleurs, le comité consultatif sur les pratiques vaccinales (Advisory Committee on Immunization Practices, ACIP), responsable de l'élaboration du calendrier vaccinal national, a été entièrement renouvelé. Ce renouvellement a vu l'arrivée de membres parfois dépourvus de compétences scientifiques et

affichant des positions antivaccins, ce qui remet en question la rigueur scientifique et l'indépendance de leurs recommandations. Ce bouleversement institutionnel est à l'origine de tensions internes mais aussi d'une contestation juridique majeure. En effet, un procès historique, *Thomas v. Monarez*, a été intenté en août 2025 par le Dr Paul THOMAS, le Dr Kenneth P. STOLLER et l'organisation Stand for Health Freedom contre le CDC. Cette plainte exige que l'ensemble du calendrier vaccinal pédiatrique du CDC soit justifié devant un tribunal, accusant ce dernier d'imposer « le programme de vaccination le plus agressif au monde ». Ce recours au système judiciaire illustre la politisation croissante des questions scientifiques et la montée en puissance de discours antivaccins jusque dans les sphères institutionnelles.

De plus, la nomination de personnalités telles que Robert F. Kennedy Jr., connu pour ses positions controversées sur la vaccination, comme secrétaire à la Santé et aux Services sociaux, illustre l'influence grandissante d'une idéologie anti-vaccinale au sein même du gouvernement. Ce virage idéologique s'accompagne d'une remise en cause des politiques publiques basées sur les preuves scientifiques, alimentant la défiance et fragilisant davantage l'autorité sanitaire des États-Unis. D'après Gaëtan THOMAS, aux États-Unis, même si les voix antivaccins se font beaucoup entendre, elles ne représentent pas la majorité. Selon un sondage de Fabrizio WARD, 86 % des personnes interrogées estiment que les vaccins pour enfants contre la rougeole, les oreillons et la rubéole sont importants. Seuls les vaccins contre le Covid-19 et la grippe divisent vraiment l'opinion, ce qui n'a rien de surprenant. Or, Robert F. Kennedy Jr. est à l'origine de nombreuses désinformations qui fragilisent la confiance des Américains envers la sécurité et l'efficacité des vaccins. En 2025, au moment où le pays traverse la pire épidémie de rougeole depuis plus de trente ans, il a encouragé des traitements dont l'innocuité n'a jamais été prouvée, tout en affirmant à tort que le vaccin contre la rougeole causait régulièrement des décès. Il a également diffusé de fausses informations concernant les vaccins à ARNm et soutenu une réduction de 500 millions de dollars dans leur financement, une décision qui pourrait avoir des conséquences dramatiques lors d'une prochaine crise sanitaire. Comme le souligne avec gravité Tom FRIEDEN, ancien directeur des CDC : « Les États-Unis ne se contentent pas de torpiller leur propre système de santé : ils renoncent à leur leadership mondial en la matière ». En abandonnant cette position stratégique, le pays met en danger non seulement sa propre population, mais aussi la sécurité sanitaire mondiale. FRIEDEN en appelle d'ailleurs à la responsabilité de tous les Américains pour défendre la science et la compétence des professionnels de santé, affirmant avec urgence que « il n'y a pas un instant à perdre ».

Par ailleurs, la décision de l'administration Trump de démanteler l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a provoqué une crise majeure autour d'un stock de contraceptifs d'une valeur estimée à près de 10 millions de dollars, entreposé à Geel, en Belgique. Destinés à alimenter les programmes de santé reproductive dans les pays africains les plus pauvres, ces contraceptifs (pilules, implants, stérilets) sont en parfait état d'usage et encore utilisables jusqu'en 2031. Pourtant, un ordre de destruction a été donné en juin 2025, avec un projet d'incinération en France, décision à la fois économiquement absurde et juridiquement illégale. Cette situation révèle la profonde opacité qui entoure aujourd'hui l'USAID, qui ne répond plus aux demandes de transparence sur ses opérations, malgré ses obligations en matière d'aide publique au développement. L'entreprise Chemonics, principal prestataire logistique, se dérobe à ses responsabilités, tandis que Kuehne + Nagel, société suisse gardienne du stock à Geel, maintient ces produits sans en assumer la gestion. Cette absence de prise en charge laisse le stock dans un flou juridique, coûteux à entretenir (plusieurs centaines de milliers d'euros par an) et menacé de disparition.

Sur le plan légal, plusieurs règles européennes et nationales s'opposent fermement à cette destruction. Le règlement européen interdit tout transfert transfrontalier de déchets sans notification préalable, ce qui n'a pas été fait. La législation flamande et la loi AGEC en France interdisent également l'élimination de médicaments encore utilisables sans dérogation, une procédure qui n'a jamais été sollicitée. De surcroît, le droit américain, à travers le Foreign Assistance Act de 1961, contraint les biens financés par l'aide extérieure à être utilisés exclusivement à des fins humanitaires. La commercialisation envisagée par l'administration Trump contrevient aussi aux règles fédérales sur les achats publics, qui ne prévoient la revente qu'en dernier recours, après donation ou réaffectation. Face à ce blocage, les auteurs de la tribune appellent à des mesures urgentes telles que la saisie conservatoire, qui permettrait à la Belgique de protéger ce stock sans contester sa propriété aux États-Unis, empêchant toute destruction illégale. Cette intervention s'appuie également sur la notion juridique de « responsabilité du détenteur » (Waste Framework Directive et sa transposition flamande), qui oblige Kuehne + Nagel à gérer ces produits de façon sécurisée pour la santé publique et l'environnement, et non à les laisser stagner ou à les détruire. Au-delà de la légalité, c'est une question éthique et humanitaire qui est posée. Dans plusieurs pays africains, notamment au Mali, Madagascar, Niger, Burkina Faso ou en République démocratique du Congo, les ruptures d'approvisionnement en contraceptifs sont criantes et aggravent la vulnérabilité des femmes, compromettant leur accès à la santé reproductive. Bloquer ou détruire ce stock irait à l'encontre des principes fondamentaux de solidarité internationale et des engagements en matière de droits humains.

Le système de santé américain, longtemps considéré comme un modèle d'innovation, de rigueur scientifique et de leadership mondial, traverse aujourd'hui une crise profonde qui menace non seulement son intégrité interne, mais aussi sa position stratégique sur la scène internationale. De plus, la couverture santé aux États-Unis reste très fragmentée, ce qui accentue les inégalités d'accès aux soins au sein même du pays. Les réformes controversées menées depuis le retour au pouvoir des républicains en 2025, marquées par une politisation accrue et un affaiblissement des institutions clés comme les CDC, risquent d'éroder la confiance des citoyens et de la communauté scientifique. Dans un contexte mondial marqué par des défis sanitaires croissants, du réchauffement climatique aux pandémies émergentes, le recul des États-Unis pourrait créer un vide dangereux, fragile et instable, aux conséquences lourdes pour la santé publique globale. Préserver ce leadership ne relève pas uniquement d'une question nationale, mais d'un impératif collectif, impliquant la défense de la science, de la transparence et des solidarités internationales, comme le souligne Tom FRIEDEN. Il en va de la capacité de la communauté mondiale à répondre efficacement aux crises sanitaires présentes et futures, et plus largement, à garantir un avenir où la santé publique reste un bien commun accessible à tous pour faire face aux crises.

Evariste TAMBOISE (Terminale 8), le 10 octobre 2025